

NOUVELLE SERIE N° 6
QUINZAINE DU
15 AU 30 JUIN 1977

REDACTION
1, RUE DE PROVENCE
75009 PARIS
TEL : 523.87.08.

UNEF INFORMATION

BULLETIN BI-MENSUEL D'INFORMATIONS SYNDICALES - 1 RUE DE PROVENCE - 75009 PARIS

EDITO !

Action d'ampleur après plusieurs mois ; grèves, manifestations, délégations, pétitions, télégrammes, élaboration d'une plate-forme revendicative, les étudiants en médecine ont contraint Simone VEIL à négocier

* Négociations engagées : Des premiers résultats appréciables :

* Augmentation de 300% des rémunérations des gardes en chirurgie et réanimation.

* La rémunération dès l'été de tous les étudiants ayant validé le DCEM 2.

* L'obtention de trois mois de congé payé pour maternité.

* La mise en place d'une commission sur le statut de l'externe.

Enfin Simone VEIL a déclaré : "Si personne ne veut du projet fougère, il ne sera pas appliqué".

Grande victoire pour les étudiants en médecine ? Pas seulement. Si ici le plan Barre a été battu, il peut l'être ailleurs, mais à une seule condition : que l'UNEF engage l'action et qu'elle rassemble encore plus d'étudiants.

Le Congrès de l'UNEF se trouve confirmé. La lutte paye, le pouvoir peut reculer.

Fort de ces acquis, il nous faut dès maintenant engager l'action contre les hausses, les inscriptions, mener une grande opération "UNIVERSITE - VERITE" pour que cesse les campagnes de dénigrement de l'université de Saurier-Seitè.

OUI ILS ONT GAGNE, OUI NOUS POUVONS GAGNER

Claude CHAPET



BIENTOT
UNEF INFORMATION
GRATUIT
POUR TOUS LES
ADHERENTS

UN CONGRES riche

INTERVIEW de Jean Luc MANO

Question: Tu as déclaré à plusieurs reprises que le 64^{ème} Congrès était un bon Congrès. Comment l'expliques-tu ?

J.L.MANO : Quels objectifs avions nous avec la tenue de ce Congrès et dans quelle mesure les avons-nous remplis ?

Telle est me semble-t-il la question dont la réponse préside à l'analyse du bilan de notre 64^{ème} CONGRES.

Il nous fallait dire haut et fort, de manière publique et responsable que notre situation ne pouvait plus durer que le gouvernement en portant la responsabilité.

Ce premier objectif a été atteint. Tout le monde l'a constaté, notre Congrès a été au coeur de la vie étudiante.

Témoins et échos des difficultés qui se multiplient et deviennent chaque jour plus insupportable, nous avons cassé le mythe de " l'étudiant privilégié".

Les étudiants n'ont jamais été absents de nos débats c'est là une raison, peut-être la raison essentielle de la réussite de notre Congrès.

Mieux encore, nous avons tiré la sonnette d'alarme. Nous avons dit aux étudiants et à la population " Attention! le gouvernement prépare des mauvais coups, il faut réagir!"

En effet, nous avons aussi pour but, d'alerter les étudiants sur les projets en cours, qui s'ils sont appliqués, constitueront une aggravation sans précédent de la sélection sociale.

Nous avons gagné une première victoire: faire sortir de l'ombre les plans gouvernementaux. Certes il reste beaucoup à faire, mais ce premier pas est décisif.

Question: Le Congrès s'est également fait l'écho de nombreux débats qui ont eu lieu cette année dans les comités: le bilan de l'action, l'UNEF et le changement, les axes revendicatifs.

J.L.MANO : Le fait que, comme tu l'indiques, le Congrès ait soulevé les questions en débat dans l'UNEF est une bonne chose et montre qu'aucun problème n'a été éludé. Tu poses d'ailleurs plusieurs questions.

LE BILAN: C'était un objectif important du Congrès, que de le tirer au plus juste: pas pour se faire plaisir ou se lamenter mais pour aller de l'avant. Là encore je pense que le Congrès a bien travaillé.

Nous ne sommes pas satisfaits de nous et c'est bien; il faut souhaiter que nous ne le soyons jamais, car ce serait un signe de sclérose.

Ceci dit, il faut voir les choses comme elles sont. Le gouvernement a tenté de multiples opérations, nous les avons pour l'essentiel, tenues en échec.

Les heures complémentaires sur les budgets: 1/3 d'heures récupérées, des centaines de millions arrachés.

Les IUT: 145.000 heures conquises, la réforme bloquée.

Les élections: nos reculs ici ou là ne suffisent pas à cacher l'essentiel: le gouvernement subit un sévère éneec.

Au CROUS, pour la première fois, nous frôlons à 0,2% la majorité absolue. Nous avons 6 élus sur 10 au CNO au lieu de 4 sur 10 l'an passé.

Eclatant succès de l'UNEF, lamentable échec du gouvernement et des diviseurs.

Les victoires sur les examens, celle remportée il y a quelques jours au CNESER concernant les IUT, la création d'un UER EPS à NANTERRE, les milliers d'acquis locaux ne sont pas non plus négligeables. Et cette victoire des étudiants en Médecine!

Il y a là de quoi clouer le bec à tous ceux qui piaillent cycliquement sur le déclin du mouvement étudiant! qu'ils en prennent bonne note; ils n'en sont pas à leurs derniers déboires.

Les deux autres questions n'en sont qu'une. Nous avons établi une plateforme revendicative. Elle est la synthèse des acquis de la pratique syndicale et le fruit du débat avec les étudiants.

Elle permet de répondre aux grands problèmes du moment, c'est un instrument pour la lutte. Notre but ne peut et ne doit être de faire un projet d'université. Cela serait d'ailleurs impossible. Les adhérents de l'UNEF ont des idées diverses, voire opposées sur le détail de l'université de demain. C'est normal. Imposer à tous un projet défini et précis, ce serait ne pas compter avec la diversité des sensibilités.

Et puis, nous sommes un syndicat et entendons bien le rester. N'avons nous rien à dire sur le changement ? Bien évidemment si. Nos propositions ont un contenu. Elles s'inscrivent dans le cadre d'une transformation démocratique de l'université.

Le combat est d'importance. Ce n'est pas l'inscription sur nos banderoles d'un mot d'ordre qui changera quoique ce soit à ce problème. C'est dans la lutte d'aujourd'hui que nous gagnons cette transformation.

L'application des mesures que nous mettons en avant contre la sélection contribuerait à changer radicalement l'université car tout projet de transformation doit être avant tout un projet de lutte contre la sélection sociale.

Le changement ? Nous serions vraiment stupide de ne pas le souhaiter. Nos luttes sont liées à celles des travailleurs. La solution de la crise de l'université est liée à une solution globale de la crise qui sévit dans le pays.

Le développement de l'action revendicative, jouer notre rôle de réflexion et de propositions, c'est la meilleure contribution qui soit pour hâter l'heure des changements.

Le Congrès l'a dit clairement, cette orientation est la seule qui soit authentiquement syndicale.

Il n'est nul besoin de la réactualiser car aujourd'hui comme demain, il n'aura pour unique objectif que la défense des étudiants.

Notre jugement d'un gouvernement de gauche s'effectuera en fonction de ses actes.

En effet, pour nous, l'indépendance est une règle. nous

avons trop combattu contre ceux qui ont voulu faire de l'UNEF l'appendice d'un parti et manigancé des tentatives de division politicienne, pour accepter de devenir demain une courroie de transmission d'un parti ou d'une coalition de partis.

Nous ne serons jamais les propagandistes d'un quelconque Ministre de l'Éducation Nationale.

De même si certains ont l'espoir d'utiliser l'UNEF pour freiner l'action des masses étudiantes après mars 78, ils en seront pour leurs frais.

Question: Mais quelles perspectives immédiates pour les étudiants ?

J.L.M. - La période des examens est idéale pour tenter la mise en oeuvre de mesures toujours plus sélectives.

Mais SAUNIER SEITE ne peut plus compter sur une pause forcée de l'action syndicale. Contre la hausse des tickets de réduction et des chambres en Cité, contre le blocage des inscriptions en particulier dans les faes parisiennes pour des conditions d'examen décentes, des débrayés et des dizaines d'actions sont en cours dans nos faes dont certaines ont déjà abouti.

De plus, pour contrecarrer la campagne de dénigrement contre les universités, que le gouvernement intensifie, l'UNEF lance une opération "UNIVERSITE VERITE"

Question : la question de la vie démocratique a été au centre des travaux du Congrès. V a-t-il été aussi un bilan positif ?

J.L.M. - La vie démocratique, c'est la condition de l'efficacité. Aussi avons nous le souci permanent de l'améliorer. Nous avons obtenu cette année des succès importants.

Regardons l'UNEF. Quel changement avec l'UNEF du renouveau en 71 ou celle de la reconstruction. Les choses ont changé. Nous avons une grande organisation démocratique. Le mouvement étudiant n'a pas toujours su se donner des structures démocratiques, il a dans ce domaine, un lourd passif. On ne dévrait pas le passé à coup de tête ou de bonnes intentions. Il faut travailler, réfléchir, impulser, proposer,

corriger, modifier, c'est une lutte de tous les instants.

Un bulletin intérieur dans une AGE c'est un pas considérable. La convocation régulière de réunion, c'est important. La décision d'un UNEF-IR-URM gratuit et à tous les adhérents c'est décisif, un texte sur la vie démocratique ce n'est pas sans importance.

Cela indique que nous sommes sur la bonne voie. Il faut encore aller plus loin et plus vite, c'est l'évidence.

Le Congrès a donc réaffirmé la nécessité de faire plus pour améliorer la vie démocratique. Dans le même temps il a unanimement réaffirmé son opposition aux fractions, tendances et courants organisés.

C'est bien car cela matérialise le débat, car dans le passé ces méthodes ont servi l'UNEF.

C'est en prenant en compte la diversité de la situation des étudiants, de leurs sensibilités, de leurs opinions que s'élaborent dans les comités et les organismes de direction l'orientation syndicale.

C'est une condition de sa richesse. Bien évidemment l'opinion d'un adhérent ne peut justifier aucun privilège, c'est pourquoi les responsables sont élus sur la base de leurs capacités.

Question : Comment expliques-tu la démission de trois camarades du Bureau National ?

Je ne me l'explique pas. Au plan syndical et à ce strict point de vue cette décision est incompréhensible. Comme le Bureau National l'a déclaré, cette division nous semble injustifiable et regrettable.

C'est pourquoi nous avons demandé à ces camarades de reconsidérer leur décision. J'espère qu'ils le feront. Il serait dommage que leurs capacités personnelles fissent trop longtemps défaut à la Direction du Syndicat.

Ceci dit, la terre ne s'est pas arrêtée de tourner.

Le Bureau National s'est mis au travail. Chaque membre impulse l'activité du secteur dont il a la responsabilité.

Question: Sans doute, mais la presse en a beaucoup parlé...

C'est vrai, la presse en a beaucoup parlé. Il est profondément regrettable qu'elle ait négligé pour cela de rendre compte de l'ensemble des travaux pourtant très riches et des décisions prises.

Nous avons malheureusement l'habitude de cette attitude et nous savons que seule notre action permettra qu'elle se fasse l'écho de l'essentiel.

Qu. - Ta Conclusion ?

Ma conclusion, c'est celle du Congrès. L'UNEF a grandi, un bout de chemin important a été parcouru mais les étudiants n'ont pas encore l'UNEF dont ils ont besoin. Il faut la construire.

Notre tâche essentielle, primordiale, parce qu'elle conditionne tout le reste est de renforcer, élargir le rassemblement des étudiants dans les Comités UNEF.

Il ne s'agit pas d'une affaire de boutique mais d'une affaire d'efficacité. En effet, du nombre d'adhérents à l'UNEF, du nombre de Comités dépend la capacité pour les étudiants de mener l'action, d'arrimer la vie à l'UER, de prendre en mains leur vie d'étudiant.

RÉPARTITION DES TÂCHES DES MEMBRES
DU BUREAU NATIONAL DE L'U.N.E.F.
ÉLUS AU 6^{ème} CONGRES

Jean-Luc MANO	Président	
Pierre QUAY-THEVENON	Secrétaire Général	
Jacky OUAKNINE	Trésorier Administrateur Général	
Christine CASTELON	Secrétaire Nationale - Responsable à l'Organisation.	AIX-EN-PROVENCE
Pierre SEBAHOUN	Secrétaire National - Responsable aux Services.	PARIS XIII
Vidier SEBAN	Secrétaire National - Responsable des AGE de Province.	PARIS I
Marc ABADIE		PARIS XII
Pierre ALLIARD	Président d'AGE	MONTPELLIER
Maguy BACQUE	Présidente d'AGE	TOULOUSE
Martine BINDA	Présidente d'AGE	NICE
Claude CHAPET	Responsable à UNEP-INFORM	PARIS XIII
Françoise COUX	Responsable de Médecine et Responsable à l'Information	MEDECINE PARIS
Luc DUVOUX		SCIENCES-PO. PARIS
Sylviane IMHOFF	Responsable Internationale - Responsable à l'Organisation sur Paris	PARIS III
Michel LEBRET	Président d'A.E	GRENOBLE
Bernard LOCHE	Responsable du Journal de l'UNEP	PARIS I
Marie-Hélène MANDRILLON	Présidente d'AGE	PARIS VIII
Françoise MESLIAND	Présidente d'AGE	AIX-EN-PROVENCE
Raphaël PEREZ	Président d'AGE	PARIS XIII
Jean-Louis PERRIN	Responsable aux élus	AIX-EN-PROVENCE
Patrick POULY	Responsable des Relations avec la Presse	LYON
Jacques MORISOT	Président d'AGE	BESANCON
Paul ROBEL	Responsable Universitaire	MEDECINE PARIS
J.F. ROBIN	Président d'AGE d'EPS Paris - et Responsable du Secteur d'EPS	EPS PARIS
B. TOURNE		IUT PARIS
Alain Toyon	Président d'AGE	NANCY
Dominique VANDROTTE	Présidente d'AGE - Responsable à la Commission Etudiante	LILLE

médecine a gagné . . .

LA LUTTE.

Après les deux mois de grève de Lyon l'année dernière, l'action majoritaire et unie des externes parisiens, les journées de grève de Lille et de Nancy, la multiplication des initiatives un peu partout en France ont permis de créer un rapport de forces suffisant pour faire reculer le gouvernement.

Un tel mouvement n'a pas été spontané. En effet, après le vote de la grève dans les CHU Necker et Broussais, c'est à l'appel de l'UNEF que sept autres CHU parisiens sont entrés successivement en lutte. Les explications du syndicat sur les plans gouvernementaux en matière de Santé, la publication de texte intégral du projet Fougère, ainsi que l'analyse qu'en faisait l'UNEF, la diffusion du texte de l'UNEF Santé jettant les bases d'un statut de l'étudiant hospitalier, tout cela a contribué à l'élaboration par les AG de plateformes revendicatives claires et capables d'unifier le plus grand nombre, permettant ainsi une grève massive et décidée.

Par leur participation et leurs interventions dans les AGE et les coordinations, ils ont permis que l'exigence de négociations avec le gouvernement devienne majoritaire et qu'à chaque étape de la lutte des modalités d'action soient proposées aux étudiants.

C'est ainsi que le 11 mai, la plus grosse manifestation médecine depuis plusieurs années rassemblait plusieurs milliers d'étudiants et imposait qu'une délégation

soit reçue au Ministère de la Santé. C'est ainsi que le même soir, 600 étudiants occupèrent le Salon du MEDEC et interpellèrent Simone VEIL. Celle-ci, mal à l'aise, a été contrainte de répondre en bafoillant à la plateforme que lui présentait au nom de tous les étudiants parisiens, un camarade de l'UNEF de Pitié.

Télégrammes, demandes d'audiences délégations se succèdent à la direction de l'Assistance publique, et au Secrétariat d'Etat aux Universités, et au Ministère de la Santé, et, le 13 Mai, Simone VEIL en personne recevait une délégation de huit CHU parisiens en grève, délégation qui comprenait cinq camarades de l'UNEF.

LES ACQUIS.

- Des négociations ont permis d'obtenir un certain nombre d'acquis, confirmés lors d'un deuxième rendez-vous le 2 Juin, dont il faut mesurer l'importance dans la période actuelle d'austérité. Oui, malgré le plan Barre, le gouvernement a reculé devant la lutte des étudiants en Médecine.

- Voici les mesures prises par le Ministère de la Santé, mesures applicables au plan NATIONAL :

1 - Le Ministère de la Santé demande au Ministère des Finances de rémunérer les gardes de chirurgie entre 40 et 50 Francs, (Ce qui représente un triplement de leur montant).

2 - Les externes de DCEM 2 ayant validé leur année seront rémunérés dès cet été, avec possibilité de choix entre trois mois de vacances universitaires et stage rémunéré.

3 - Garanties sociales pour les étudiantes enceintes. (Trois mois de congé de maternité payés sans remise en cause de la validation du stage).

4 - Vis à vis du rapport de la Commission Fougère, qui permettait l'application de l'ensemble des plans gouvernementaux en matière de Santé, le chef de Cabinet de Simone Veil a dit textuellement : "Si personne ne veut du Projet Fougère, il ne sera pas appliquée".

5 - Enfin, un autre rendez-vous est pris avec le ministère pour la discussion d'un projet de statut de l'étudiant hospitalier sur la base des propositions étudiants.

L'ACTION CONTINUE.

Si de tels reculs ont été obtenus, si un Ministre a reçu en personne des représentants étudiants, c'est au caractère massif, unitaire et résolu du mouvement des étudiants en médecine qu'on le doit.

Actuellement, en raison des examens de fin d'année, la reprise des stages a été votée dans tous les CHU. Mais l'ambiance dans les services sera désormais différente.

Portés des premiers acquis, enrichis par les débats en commission pendant la grève, les externes sont plus exigeants vis à vis des enseignants, ils refusent que leur formation médicale expose les frais de la pénurie en cadres hospitalo-universitaires, ils exigent la création de commissions avec les Conseils d'UNEF pour élaborer dans chacun des CHU un statut définissant les nécessités de la formation médicale... Et déjà dans la plupart des CHU, on se demande comment l'action va

suite

suite article MEDECINE A GAGNE...

repartir à la rentrée...

L'UNEF se propose de poser la question au plan national en faisant signer une carte-pétition destinée à Simone Veil, elle suscitera le débat dans toute la France, préparant ainsi les luttes de la rentrée.

Dans le même sens, la Commission Médecine réunie au 64^{ème} Congrès à Nancy a pris la décision d'organiser un grand débat national au cours du premier trimestre avec la tenue de deux journées nationales de rencontre des étudiants en médecine sur le thème : "FORMATION MEDICALE ET POLITIQUE DE SANTE".

Françoise COUX

stage national

du 1^{er} au 30 SEPTEMBRE

INSCRIVEZ - VOUS

sauvons les CROUS

Le Bureau National élu au 64^{ème} Congrès a décidé dès sa première réunion d'engager une campagne nationale contre les hausses des tarifs des CROUS.

POURQUOI UNE TELLE CAMPAGNE EN JUIN, EN PLEINE PERIODE DES EXAMENS ?

C'est que la gravité de la situation des Oeuvres Universitaires exige une riposte d'ampleur à la politique de Saunier-Seitè.

L'importance des Oeuvres Universitaires dans la vie des étudiants n'est un secret pour personne ; S'il y a 800 000 étudiants aujourd'hui, si l'université a ouvert ses portes aux enfants des couches moyennes, si 13% d'enfants d'ouvriers réussissent à faire des études supérieures, c'est pour l'essentiel grâce aux services des CROUS.

Que les plans de Saunier de démantèlement et de privatisation réussissent, et des centaines de milliers d'étudiants se verraient contraints d'abandonner leurs études. Or ces plans sont toujours en projet, et ils passent nécessairement par une hausse rapide et importante des tarifs des CROUS.

L'ELU : DE BONS ATOUTS AVEC LA MOBILISATION DES ETUDIANTS.

Certes, les résultats des élections aux CROUS qui viennent de se concrétiser par le gain de deux sièges supplémentaires au CNO constituent par eux-mêmes un échec sévère à Saunier-Seitè et à sa politique. Dans leur grande majorité, malgré les grandes et les petites manoeuvres, les regroupements et les appels du pied, mal-

gré les mesures gouvernementales destinées à empêcher les étudiants de s'exprimer par leurs suffrages, le vote a exprimé le refus par les étudiants de la politique de Saunier, leur volonté de voir se développer les services du CROUS, il a manifesté leur confiance en leurs élus UNEF - FRUF - UCE. Mais nous savons bien que pour que les 100 élus UNEF - FRUF - UCE aux CROUS, les six élus sur dix au CNO soient réellement efficaces, nous devons largement mobiliser les étudiants contre les hausses en préparation, notamment le ticket de Restau-U à 3,70 francs pour Octobre.

Refuser les hausses de Restau-U, c'est nous donner les moyens de gagner sur la hausse des droits d'inscription, sur les limitations d'inscriptions, c'est poser le premier jalon pour une amélioration des services des CROUS. Il n'est jamais très facile de développer en Juin une grande bataille de masse. Mais malgré les examens et le soleil les étudiants mangent (on peut les voir au Restau-U) et dorment (en Cité-U), on peut donc les contacter - et la quasi totalité des étudiants est prête à signer contre les hausses, tant il est vrai que grâce à nos batailles sur ce terrain, aux luttes engagées à notre appel, à l'action de nos élus, l'idée selon laquelle la hausse des tarifs des CROUS dans l'ordre normal des choses a très largement reculé. Il est de notre responsabilité de faire échec aux hausses parce que cela signifie que des milliers d'étudiants l'an prochain pourront rester étudiants. Et gageons qu'une fois encore nous saurons mobiliser

L'ACCUEIL

Aujourd'hui, plus que jamais, se pose de manière concrète l'accueil des étudiants pour la prochaine rentrée universitaire.

Celle-ci se présente pour eux comme la rentrée la plus dure. En effet, par sa volonté de bloquer les inscriptions en supprimant notamment celles de juin-juillet, par l'aggravation des complications administratives dans les chaînes d'inscriptions, le gouvernement entend décourager et empêcher les étudiants de s'inscrire à l'université.

Cette réalité est plus particulièrement celle des étudiants salariés. Comme le montre la Faculté des lettres à Nancy, 70% des étudiants sont contraints au salariat. En ce qui les concerne, le seul problème de l'inscription devient très vite insurmontable.

Mais, de plus, cette rentrée s'annonce comme un moment marqué par les tentatives d'augmentation des tarifs des oeuvres universitaires, de diminution du nombre et du montant des cours, par l'acharnement qui caractérise le Secrétariat d'Etat aux Universités quand il veut faire passer ses réformes.

Tous ces éléments rendent aujourd'hui nécessaire et urgente une bonne préparation de la rentrée, plus spécifiquement de l'accueil aux étudiants afin que l'an prochain ils soient mieux armés pour riposter aux atteintes qui leur sont faites.

Accueillir les étudiants, c'est d'abord leur permettre de s'inscrire dès juin-juillet ; cela passe par la mobilisation et l'action des comités pour obtenir et garantir l'existence des inscriptions mais aussi par l'information des étudiants sur les volontés gouvernementales tant pour les vacances que pour la rentrée. Cette action est rendue d'autant plus nécessaire que la sélection aux examens fait naître le découragement chez bon nombre d'étudiants.

Se battre pour que tous les étudiants puissent s'inscrire à l'université, pour qu'ils soient informés de son fonctionnement, des problèmes qui s'y posent, des luttes qui s'y mènent, c'est dénoncer déjà les responsabilités c'est surtout leur donner les moyens de se prendre en charge et se donner par là même les meilleures chances de bien commencer l'année.

Cela exige bien sûr beaucoup d'initiatives de la part de nos comités car c'est sur la base des problèmes concrets de chaque faculté, de leur spécificité que se réalise

l'organisation des étudiants, la prise en charge de tous les problèmes.

Ne nous y trompons pas, cela exige une grande maturité des comités qui doivent rivaliser d'initiatives dégagés au travers de leurs réunions.

Ainsi établir un calendrier des inscriptions pour veiller à un bon déroulement, être présent dans les chaînes d'inscription pour discuter avec les étudiants, les faire venir aux réunions du comité sont autant de mesures qui apparaissent sur la base de l'expérience du syndicat, indispensables.

De même il est impératif de publier un guide de l'Etudiant regroupant toutes les informations utiles à l'étudiant quand il arrive à l'université ou encore organiser des sessions pré-universitaires de deux ou trois jours présentant la fac, les études, l'UNEF.

La condition sine qua non, sans laquelle tout cela n'est que berceuse, c'est bien sûr la prise en compte immédiate de problèmes par les comités afin que dès le début du mois de septembre, ils puissent être présents de meilleure façon encore et qu'ils soient en mesure de fournir aux étudiants les services de la bourse aux livres, de la coop et donnent des perspectives à leurs aspirations culturelles notamment.

Oui, bien réussir cette rentrée universitaire, c'est être en bonne position pour mettre en échec le gouvernement car, en se donnant les moyens de renforcer le syndicat, d'en faire le lieu du rassemblement, nous avançons des perspectives novatrices dans le prolongement de notre 64ème Congrès.

Alain TOYON

ORGANISONS L'ACCUEIL

- REVISER LES DATES D'INSCRIPTIONS (JUN - JUILLET - SEPTEMBRE)
- PLANIFIER LES PERMANENCES DE NOS ÉLUS OU DE NOS CAMARADES.
- EDITER UN GUIDE DONNANT TOUTS LES RENSEIGNEMENTS NÉCESSAIRES (PLAN)
- FAIRE DES AFFICHES MURALES (BANDES DESTINEES)
- AIDER ET RENSEIGNER LES ÉTUDIANTS,
- PRÉPARER LE MATÉRIEL D'ADHÉSION.

spectacle RUFUS

DU 22 JUIN AU 14 JUILLET 1977

CAFE DE LA GARE

BON DE REDUCTION A PRESENTER A LA CAISSE

Merci Rufus

unef inform

UNEF - INFORM

Rédaction et Administration

1, rue de Provence

750009 P A R I S - TÉL : 523.22.08.

Imprimerie Spéciale de l'UNEF

Directeur de la Publication

Jean-Luc M A N O

Directeur Gérant

Jacky OUAKNINE

Rédacteur en Chef

Claude CHAPET

Commission Paritaire

1142 d 73



PLUS QUE QUINZE JOURS POUR PERMETTRE A L'U.N.E.F. DE FRANCHIR LE CAP DES VACANCES : PREPARER UNE RENTREE UNIVERSITAIRE DE LUTTE

Les initiatives financières autour de "L'OBJECTIF DES 10 MILLIONS" se multiplient dans nos comités, AGE. Un premier bilan encourageant est dressé au Collectif National du 11 et 12 Juin : 40 000 Francs de collecter auprès des étudiants lors des passages d'examens, des enseignants et travailleurs de l'université.

Ce bilan constitue une première riposte face au mesure récidiviste de Saunier-Seïté qui décide une fois de plus de ne pas verser la subvention nationale à l'UNEF.

L'expression du droit syndical à l'université, c'est l'affaire de tous. Non, Saunier-Seïté ne baillonnera pas la parole des étudiants.

Au moment où elle tente de mettre en place ses projets sélectifs (désectorisation des facs, blocage des inscriptions, instauration de Numéris-Clausus), l'UNEF a donc de plus en plus besoin de moyens financiers pour informer et organiser la grande majorité des étudiants.

Après ce premier bilan positif, il faut poursuivre l'effort afin de poursuivre nos initiatives de lutte vers trois directions - 1° Collectes lors des publications des résultats d'examens, boom de fin d'examens ou de fin d'année, et ceci dans chacune de nos UER, dans chacune de nos facs.

Il est donc de notre responsabilité que l'activité syndicale soit prise en charge par les étudiants, la diversité de nos initiatives le permettra.

2° La bataille autour du thème " SAUNIER RECIDIVE. ELLE REFUSE A NOUVEAU DE VERSER LA SUBVENTION NATIONALE A L'UNEF, SOUSCRIVEZ MASSIVEMENT" doit constituer l'axe prioritaire de nos initiatives.

Cette mesure autoritaire et arbitraire intervient à un moment où SAUNIER SEITE et GISCARD portent des attaques frontales à l'Université et aux étudiants en développant une campagne de dénigrement de nos Universités sous le thème " L'UNIVERSITE, LIEU DE LA DROGUE ET DE LA PROSTITUTION".

L'opération "UNIVERSITE -VERITE" est donc le moyen de rétablir la vérité sur la réalité de nos universités (budgets, états des locaux, suppression d'enseignement)

Cette campagne va nous permettre de contacter des milliers de travailleurs, d'enseignants, de lycéens par la diffusion d'un million de tract sur toute la France.

Elle devra aussi être un moment important de l'expression du soutien financier à l'UNEF. pour que le syndicat ait les moyens de vivre.

L'entreprise, le lycée ou l'université contactés lors de l'opération " UNIVERSITE-VERITE" doit être le fruit d'une riche collecte autour de la pétition nationale.

Ceci passe par la concrétisation des contacts pris avec la CGT, la C.F.T.C., le SNESup, le SNES, la FEN organisations démocratiques qui nous soutiennent.

Déjà de nombreuses initiatives sont prévues sur PARIS avec une animation au Quartier Latin, à BEAUBRON, etc. que dans 2 autres villes, ceci pour le 22 Juin.

A Paris, la journée portera le 22 Juin constituera par ses diverses initiatives un grand rendez-vous financier.

- 3° De nombreuses subventions locales ont été accordées par les Municipalités, Conseils Généraux, Conseils d'UER et d'Universités.

Ces subventions constituent une ressource importante pour l'UNEF. Souvent obtenues par la lutte, elles participent à la reconnaissance du fait syndical à l'Université et à sa progression. Encore dans de nombreuses AGE et Comités de telles subventions doivent être débloquées.

Entreprendre toutes les démarches dans les jours qui viennent c'est s'assurer d'une ressource financière qui nous permettra de préparer dès à présent la rentrée universitaire.

Notre 64ème Congrès est porteur de décisions qui permettront de faire progresser la vie démocratique dans notre organisation

...../.....

.../...

La publication d' UNEF-INFORM pour tous les adhérents, ainsi que le Journal de l'UNEF pourront être réalisés dès la rentrée.

L'enjeu est donc de taille: préparer une riposte importante de l'UNEF dès les premiers jours de la rentrée universitaire. Ceci est donc possible.

Plus que 15 jours pour soutenir notre effort.

EN AVANT POUR LES 6 MILLIONS NECESSAIRES !

JACKY CUAKWINE.



Avec l'UNEF

pour la défense des libertés et du

droit syndical à l'Université

INFO - FINANCE

Le Bureau National ainsi que le Collectif National ont pris la décision de changer de siège national.

Le développement de l'UNEF ces dernières années, la diversité de notre activité, les décisions prises à notre dernier congrès sur la publication d'UNEF-INFORM ainsi que le journal de l'UNEF, les perspectives de diverses commissions de travail afin de mieux aider les ASE, les comités et l'ensemble des secteurs universitaires, l'ensemble de ces perspectives imposent à notre organisation d'envisager de changer de locaux et ceci dans le courant du mois de septembre 1977.

Cette décision offrira de meilleures conditions de travail pour l'organisation, contribuera au développement de l'UNEF.

L'acquisition de nouveaux locaux implique l'obtention de ressources nouvelles pour l'UNEF, il nous faut donc ouvrir une souscription de masse pour ce siège national, en premier lieu auprès de nos adhérents.

L'OBJECTIF NATIONAL EST DE 9 MILLIONS DE FRANCS.

L'UNEF joue un rôle de plus en plus important à l'université, il nous faut doter notre organisation et à tous les niveaux de moyens financiers à la hauteur.

C'est le sens de cette initiative financière, la menée à bien jusqu'à fin Juin, c'est permettre de faire franchir au syndicat et au mouvement étudiants une nouvelle étape vers la grande UNEF de tous les étudiants.

UNEF

UNEF

Siège provisoire : 1, rue de Provence, 75009 PARIS

SOUSCRIPTION NATIONALE 77

**POUR UN NOUVEAU SIÈGE NATIONAL
de l'UNEF, DÈS SEPTEMBRE 77**

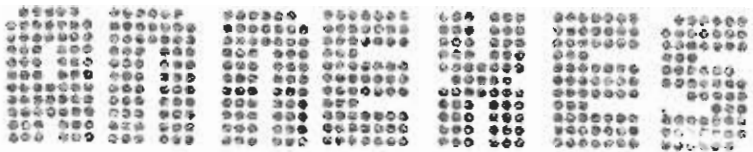
Je verse

5 F

10 F

20 F

...



DECLARATION DU BUREAU NATIONAL DE L'UNEF APRES LE 64eme CONGRES DE L'UNEF.

Le 64eme congrès de l'UNEF est un évènement considérable pour les étudiants. Ce sont de leurs difficultés et de leurs aspirations que le congrès s'est fait l'écho. Durant quatre jours, les 700 délégués rassemblés à Nancy ont dressé un bilan accusateur de la politique gouvernementale et de la situation d'un étudiant en 77.

Durant quatre jours, un important débat a eu lieu où chacun a pu s'exprimer librement et donner son avis sans entrave. Le congrès a été l'occasion de tirer le bilan d'une année d'activité, de préciser comment l'UNEF se situait dans la perspective de changement politique, et surtout, il a permis de fixer les grands axes de la politique future.

En conséquence, ce congrès a été le triomphe de la déroute des forces réactionnaires, illustrée par la démission du MAS à Grenoble. Il a démontré la capacité de l'UNEF à rassembler en son sein l'union des étudiants, à rassembler la grande majorité.

Le 64eme congrès a réaffirmé que toutes les sensibilités, toutes les opinions pouvaient s'exprimer dans l'UNEF dès l'instant où le but recherché est de défendre le mieux possible les intérêts des étudiants.

Les problèmes du développement de la vie démocratique, ont suscité un débat important. Le congrès a été quasiment unanime, à réaffirmer l'exigence de franchise, de transparence, ou de courant organisé, considérant que celui-ci était nocif au débat démocratique. Ce sont en effet ces pratiques qui ont fait tant de mal à l'UNEF et ont fini par la réduire à néant.

De même, les 700 délégués ont refusé toute conception qui ferait de l'UNEF la possession d'un parti, d'une coalition de parti ou d'un gouvernement, aujourd'hui comme demain. Ils ont réaffirmé que l'UNEF ne sera jamais un garde-fou, un service d'un gouvernement fut-il de gauche. Qu'on ne compte donc pas sur l'UNEF pour transiger sur l'intérêt des étudiants. Sur la base des revendications qu'elle établit avec les étudiants, l'UNEF se prononcera en faveur des changements, mais son but ne changera pas quelque soient les problèmes, elle restera le syndicat des étudiants.

Cette orientation a été largement débattue, le vote final témoigne de profond accord réalisé autour d'elle. Les textes soumis au débat ont été adoptés avec 92% des voix, 6,5% d'abstention et 1,5% de contre.

Le Bureau National a été élu avec une immense majorité. Le Président et le Secrétaire Général ont été élus avec 98% des voix. Ces chiffres se suffisent à eux même et infirment si l'en était besoin, certaines déclarations de presse, évoquant quelques fantaisistes et exorbitants 25% d'opposant ou d'un quelconque groupe organisé.

Le Bureau National tient enfin à souligner que la richesse du débat préparatoire, les quelques 1 600 amendements parvenus au congrès national, attestent du débat profondément démocratique qui s'est déroulé parmi l'ensemble des syndiqués.

Dans ce cadre, la décision de trois candidats élus au Bureau National de démissionner, nous semble injustifiée et regrettable. Le vote du congrès est clair, il confirme l'attachement de l'UNEF à l'union et au pluralisme. Elu sur la base des capacités syndicales, sur proposition des comités et des sections, le Bureau National est à l'image de l'organisation. C'est la raison pour laquelle, le Bureau National souhaite que les camarades qui ont démissionné, reconstruisent leur position.

La meilleure façon que toutes les opinions enrichissent le syndicat, c'est que tout le monde se retrouve dans l'action revendicative et fasse entrer dans la pratique quotidienne les grandes orientations du même congrès.

La dynamique créée par le congrès, comme le succès des manifestations du 24, nous font croire que c'est la bonne voie.

Le Bureau National de l'U.N.E.F.
Paris, le 27 Juin 1977.

PARIS, le 2 Juin 1977.

Cher Camarade,

Après l'attentat de REIMS, je t'adresse l'expression de notre entière solidarité.

Je te prie de transmettre à la famille de Pierre MAITRE et à ses camarades rémois, nos sincères condoléances.

Attachés aux libertés syndicales, nous sommes prêts à tous les contacts avec vous pour engager les actions qui s'imposent. Salutations syndicales.

J. LEMARO
Président de l'UNEF.

lettre adressée à G. SEOUY Secrétaire Général de la C.S.T.

E. MAITRE Secrétaire Général de la CFDT.

COMMUNIQUE DU BUREAU NATIONAL DE L'UNEF

Après plusieurs semaines de grève dans les CHU parisiens, et des journées de d'action en province notamment à NANTES et à LILLE, les étudiants en Médecine ont obtenu l'ouverture de négociation avec le Ministère de la Santé.

Voici le résultat des négociations, l'ensemble des mesures prises étant applicables au plan national, toutes qu'elles ont été annoncées à la délégation des C.H.U. parisiens conduite par François COUX membre du Bureau National de l'UNEF le 2 Juin.

- 1) Le ministère de la Santé propose que les gardes chirurgie et de maternité soient rémunérés entre 40 et 50 frs.
- 2) La rémunération des externes de DCEM2 ayant validé leur année pour les mois de stage d'été est acquise partout cette année.
- 3) Un certain nombre de garanties ont été obtenues concernant les congés de maternité des étudiantes enceintes.
- 4) Aucun des points nocifs du rapport de la Commission FONGERE ne sera appliqué au plan national dans les années qui viennent (présélection, examen de fin de cycle...)
- 5) Un autre de nos vœux est pris par la fin juin avec le Cabinet de Simone VEIL pour la discussion d'un projet de statut de l'étudiant hospitalier sur la base des propositions étudiantes.

Le BUREAU NATIONAL de l'UNEF se félicite de l'ensemble de ces acquis qui prouvent que malgré la politique d'austerité du pouvoir, un mouvement massif d'étudiants peut faire reculer le gouvernement.

Il appelle les étudiants en Médecine à rester mobilisés pour veiller à l'application des mesures prises par le Ministère, pour empêcher dans chacun des CHU la diminution des places en PCEM2, à organiser avec les Comités UNEF dès maintenant l'action pour la rentrée 77 pour la satisfaction de l'ensemble de leurs revendications concernant leur rémunération et la qualité de leur formation.

Il annonce la tenue au cours du 1er trimestre de l'année 77-78 d'Assises Nationales des Etudiants en Médecine sur le thème "FORMATION MEDICALE ET POLITIQUE DE SANTE".

Paris, le 8 Juin 1977.

ACTUALITE PROFESSIONNELLE - ACTUALITE PROFESSIONNELLE - ACTUALITE PROFESSIONNELLE

les acquis d'une grève

UNEF-MEDICINE : « notre plus grande victoire depuis 68 »

Grâce aux actions menées en médecine, nous avons obtenu du Ministère de la Santé les garanties les plus importantes consenties depuis 1968. Après sa dernière entrevue avec Mme Veil, l'UNEF peut tracer le bilan de la récente grève des étudiants de C.H.U. Très largement suivi, le mouvement — qui a duré trois semaines — devait déboucher sur un accord avec le Ministère.

Le 2 juin Mme Simone Veil a jugé d'ailleurs la principale revendication portée par la commission de la santé de la rémunération des gardes de nuit applicable. Un versement de 15 francs, elle passe à 40-50 francs. D'autre part les étudiants enceintes auront droit à plus de congés de maternité.

maternité payés sans que leur état ne soit remis en cause. Prenant également de très graves notes pour les étudiants ayant validé leur seconde année de PCEM. Enfin — déclare la commission — même si aucun des points du rapport FONGERE (pré-sélection, examen de fin de cycle) ne sera appliqué dans les années qui viennent.

LE STATUT DE L'ETUDIANT HOSPITALIER

La loi relative à l'organisation des pouvoirs publics, donc elle

totale. Ne dit rien de plus dans les articles additionnels à l'ordonnance de 1968. Comme le veut du rapport Fongère, et bienline passera pas...

DIFFERENT

L'UNEF peut donc se féliciter à juste titre des acquis de la grève. Mais le mouvement n'a pas été entièrement contrôlé par le syndicat. La délégation des C.H.U. qui s'est tenue au Ministère ne comptait que quatre délégués dans certains C.H.U. —

Brevetés par exemple — les Allemands, généralistes, chirurgiens faisaient la part belle au généralisme — contrairement à ce qui se passe dans les autres C.H.U. d'un côté, le statut de l'étudiant hospitalier, statut qui devrait être délimité de manière précise les responsabilités et les droits des étudiants. Enfin c'est à l'au-

M. Goulet